

**Point 03** : Budget primitif 2026 – Budget principal - budgets annexes – Autorisations de programmes et crédits de paiement – Dispositions budgétaires et comptables

**Intervention : Aymeric SEASSAU (Nantes)**

Madame la Présidente, chers collègues,

D'abord, je voudrais rassurer Julien Bainvel, dont l'état de santé m'inquiète un peu. S'il est fatigué par les socialistes, qu'il écoute les communistes : nous avons au moins la vertu de la constance et de la clarté. Et s'il trouve du Doliprane — cette belle réussite française, elle aussi bradée au capital flottant américain — qu'il n'hésite pas à partager, parce que j'avoue avoir du mal à suivre les interventions de l'opposition.

Ce matin, Julien Bainvel nous reprochait de trop investir, projets à l'appui, quand Guillaume Richard nous expliquait au contraire que nous n'investissons pas assez, que nous manquions d'ambition, tout en louant des investissements réalisés il y a bien longtemps. Pas facile de suivre. J'espère que nos auditeurs, eux, s'y retrouveront.

Nous allons, encore cette année, adopter un budget dans un contexte politique incertain. Je ne filerai pas la métaphore du flou après Bertrand Affilé : il l'a fait mieux que moi. Le Premier ministre, fidèle parmi les fidèles d'un pouvoir à bout de souffle, propose une ligne claire : des économies, des économies, encore des économies... alors que les Françaises et les Français demandent un changement politique.

La purge budgétaire de 40 milliards d'euros voulue par le gouvernement pour enrayer l'augmentation d'une dette dont il porte seul la responsabilité est un aveu d'échec. La politique de l'offre ne fonctionne pas. Elle détourne les ressources publiques vers l'accumulation de capital par quelques centaines de familles et quelques dizaines de multinationales.

Ces multinationales, d'ailleurs, sont les moins patriotes d'Europe : 62 % de l'emploi de nos groupes est à l'étranger, contre 32 % pour les groupes allemands et 28 % pour les groupes italiens.

Un rapport sénatorial, validé à l'unanimité par la commission des affaires économiques cet été, pointe 211 milliards d'aides publiques versées aux entreprises... sans contrôle et sans contrepartie.

Voilà où est le trou que les Mozart de la finance creusent délibérément pour fabriquer le mythe d'un modèle social dépassé. C'est un choix politique de classe. Le gouvernement est fort avec les faibles et faible avec les forts. Plutôt Milton Friedman que Karl Marx, plutôt le shérif de Nottingham que Robin des Bois.

Ceux-là mêmes qui réclament toujours plus d'argent public tout en délocalisant encore et toujours — les salariés d'ArcelorMittal de Basse-Indre le savent bien — peuvent compter sur notre soutien.

Pour réduire la dette, ce qu'il reste du pouvoir macroniste veut encore faire les poches aux collectivités : 6 milliards d'euros de ponctions supplémentaires sur des finances locales déjà asphyxiées. C'est une nouvelle attaque contre l'autonomie des collectivités et leur capacité à protéger et répondre aux besoins des populations. Pourtant, je le rappelle — pardonnez la répétition — elles représentent 70 % des investissements publics du pays. Rien que ça. Elles garantissent donc une activité économique essentielle pour nos territoires.

À contre-courant de la droite, notre majorité a fait un choix clair et assumé : investir pour l'avenir. Investir dans les services publics, pour nos concitoyens, pour préparer notre territoire aux transitions sociales et écologiques d'aujourd'hui et de demain.

Cela se traduit notamment par :

- 259 millions d'euros pour les mobilités et les transports publics : de nouvelles rames, de nouvelles lignes de tramway, une métropole plus fluide.
- 80 millions pour l'eau et l'assainissement, parce que protéger cette ressource vitale et maîtriser sa distribution et son traitement est une priorité absolue.
- 42 millions pour la politique des déchets, pour mieux trier, recycler, valoriser ce que nous produisons.
- Et des moyens supplémentaires pour relancer le logement social et très social, alors que tant de familles attendent une réponse positive, pendant que la droite rêve d'une ville de multi-propriétaires, multi-rentiers.

Au total, nous aurons investi 3,4 milliards d'euros sur l'ensemble du mandat. Une véritable bouffée d'air pour toute la métropole et bien au-delà. C'est pourquoi nous assumons une dégradation relative de notre dette, qui reste maîtrisée et largement soutenable.

Ces investissements utiles nous permettent aussi de poursuivre notre soutien à la vie associative, culturelle et sportive locale, alors que d'autres collectivités — comme la Région — taillent dans les aides et fragilisent des acteurs pourtant essentiels.

Chers collègues, face aux difficultés de trop nombreux de nos concitoyens à finir le mois, face aux inégalités et aux injustices sociales et fiscales, nous agissons pour protéger, pour amortir la crise, pour soutenir la cohésion sociale dans notre métropole.

En votant ce budget, nous faisons le choix d'être à l'offensive, de préparer notre avenir commun, celui de nos concitoyens et celui de l'ensemble des communes de la métropole.

Il reste beaucoup à faire. Mais là où il y a une volonté, il y a un chemin.

Je vous remercie de votre attention.